

La Violence

A LAUSANNE

UN CONGRES TENTE D'APPREHENDER LA VIOLENCE

INTERVIEW 05.04.2000 : FRANCINE BRUNSCHWIG

«Des limites strictes mais affectueuses»

Explorateur de la condition humaine, Boris Cyrulnik ouvre ce soir un symposium international, organisé sous l'égide de la Société suisse de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescence. Près de 1000 spécialistes se penchent sur la violence.

Sans dramatiser, il faut bien accepter de voir les choses en face: en Suisse, et dans tous les pays développés, les comportements violents de la part des jeunes gens - dans la rue, dans les préaux des écoles - sont en augmentation. De même, on constate un accroissement des cas de maltraitance des enfants. Les deux phénomènes seront au coeur du 43e Congrès de la Société suisse de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent qui se tient dès aujourd'hui et jusqu'à samedi à Lausanne.

Ce soir, au Palais de Beaulieu, Boris Cyrulnik, psychiatre et éthologue français de renommée mondiale, lance les débats avec une conférence publique (Violence brûlante, violence glacée). Aujourd'hui à la retraite de sa pratique hospitalière, le spécialiste, âgé de 63 ans, enseigne l'éthologie, la science de l'observation du comportement animal et humain, à l'Université de Toulon. Auteur d'Un merveilleux malheur, son dernier ouvrage dans lequel il montre que l'adversité vécue dans l'enfance n'empêche pas un développement positif ultérieur, il rappelle, cependant, l'importance des deux ingrédients de base de l'éducation: l'amour et la loi.

- Peut-on parler d'une augmentation de la violence dans la société aujourd'hui ?

- La violence est un concept hétérogène. On ne peut pas la définir puisqu'elle dépend du point de vue. Prenons une chatte qui attrape une souris, lui broie son arrière-train et l'apporte à ses petits pour leur apprendre à chasser: dans son monde à elle, ce n'est pas un acte de violence mais de tendresse. Elle ne se représente pas la torture qu'elle inflige à la souris. Bien sûr, ce n'est pas du tout le point de vue de la souris. Aussi, pendant très longtemps, on ne percevait pas la violence de la maltraitance à l'égard des enfants. Le système éducatif autorisait de les fouetter, de les battre, de les isoler pendant deux à quatre jours, ce qui pour un enfant est d'une violence extrême. Cela dit, si l'on prend la violence sexuelle, guerrière, délinquante, on constate effectivement deux phénomènes: d'une part on tolère de moins en moins le sentiment de violence, d'autre part la violence sexuelle ainsi que d'autres formes de violence quotidienne augmentent.

- La violence chez les jeunes est-elle un phénomène qui se développe ?

- La vie est violente et un enfant sans violence aurait une espérance de vie très brève. C'est un mécanisme de survie qui permet de surmonter les épreuves. Mais l'affectivité, la société doivent métamorphoser cette violence que chacun a en soi pour en faire un acte créateur. Elle

doit être contrôlée d'une part par l'attachement, d'autre part par la structure sociale. Lorsqu'un enfant se développe dans une famille, il est guidé par l'amour et par l'interdit, les deux ayant une force structurante - car l'interdit n'est pas un empêchement mais une parole qui fixe les limites: ceci tu as le droit, cela tu n'as pas le droit. A défaut, la violence peut émerger.

- Trop tolérants, les parents ont-ils failli à leur rôle de pourvoyeurs d'interdits ?

- Oui. Il y a eu ce mouvement affirmant que pour ne pas brimer les enfants, il fallait les laisser faire tout ce qu'ils voulaient. Or, on constate que les enfants se développent très mal dans ce milieu-là. Ne pas leur énoncer des interdits, c'est contribuer à les rendre violents. Cette absence de façonnement par les parents angoisse les enfants, leur fait perdre tous les repères. Mais cette tolérance coupable était probablement une réaction justifiée à l'éducation précédente qui consistait à torturer les enfants sans avoir l'impression d'être violents. On peut donc comprendre la réaction tout en constatant qu'elle constitue un mauvais calcul. Il faut que l'amour et la loi soient associés pour permettre le bon développement des enfants.

- Pourquoi la violence éclate-t-elle à l'adolescence ?

- Lorsque les structures sociales autour d'un enfant mais surtout d'un adolescent n'existent plus, la violence se développe. Au cours de la petite enfance, les améliorations réalisées ont été très grandes et très réelles. Les crèches et les écoles ont fait des progrès extraordinaires; les enfants, bien structurés, se développent extrêmement bien. Ils sont aujourd'hui plus précoces qu'autrefois, psychiquement et physiquement. Mais, paradoxalement, ces progrès ont entraîné des retards d'intégration sociale. Du fait même des progrès, il faut faire de plus longues études pour trouver du travail - par ailleurs il y a moins de travail. Ce qui fait que ces enfants précoces sont retardés socialement: ils en éprouvent une sensation de répression car ils sont mûrs vers 10-15 ans mais autonomes seulement vers 25-30 ans. Autrefois, l'adolescence était brève: les filles devenaient mères rapidement et les garçons étaient tout de suite mis à l'usine. S'ils se révoltent aujourd'hui, s'ils «flottent», c'est parce qu'ils sont en pleine énergie, mais qu'ils n'ont pas de structure sociale autour d'eux pour l'exprimer. Car à l'adolescence, le type de socialisation développé à la crèche puis à l'école n'a plus cours. Les structures sociales traditionnelles - la communauté religieuse, le club de sport, l'engagement et la prise de responsabilités dans des associations - apparaissent souvent comme ringardes. Les ados ne veulent plus se laisser embrigader. Ils se retrouvent entre eux, sans cadre.

- Ce soir, à Lausanne, vous parlerez de «la violence glacée». Qu'entendez-vous par là ?

- Aujourd'hui, l'immense majorité de la violence est une violence froide, provoquée par des récits, des préjugés qui empêchent certaines catégories de personnes de s'intégrer socialement et auxquelles on reproche ensuite de ne pouvoir s'intégrer. C'est la violence des guerres, du racisme, la violence du stylo, celle des décideurs. Avec un stylo, dans une directive ou une loi, une seule signature peut très bien empêcher le développement de 1000 enfants. En affirmant, par exemple, que les enfants d'une catégorie sociale n'auront pas le droit de faire des études. A Paris, les enfants de certains quartiers n'ont pas accès à certains lycées. Cette violence administrative, froide, est infiniment plus cruelle que la violence spectaculaire mais on en parle très peu parce qu'elle est insidieuse, plus difficile à voir.

- Comment lutter contre cette violence administrative ?

- Il n'y a qu'un seul moyen: le débat démocratique. Il faut prévoir des journaux, des tribunes, des lieux de débat pour contester. Tout comme les enfants doivent avoir la possibilité de contester et de discuter les interdits des parents. Sinon on se trouve en face d'actes de dictature.

- En Suisse, de nombreux incidents révèlent une augmentation de la violence physique, à l'école notamment...

- Cette violence brûlante a toujours existé. Dans les années 1960, l'école était contestataire, la violence était d'abord verbale, idéologique. Puis, dans les années 1980, l'école s'est comme assoupie. Depuis une dizaine d'années, c'est vrai, on assiste à l'émergence de la violence physique, du racket. Il est terrifiant de penser que nos enfants sont nos ennemis. Les adultes doivent faire ce qu'il ont toujours fait: marquer strictement des limites. Mais des limites affectueuses: si tu vas trop loin, tu deviens trop difficile à aimer.

- La violence vécue est-elle toujours le fruit d'une violence subie ?

- Je ne sais pas. Ce qui est sûr, c'est que la violence résulte presque toujours de l'absence de représentation du monde de l'autre, c'est une clôture de l'empathie. Lorsqu'on ne peut pas se représenter le monde de l'autre, on peut le détruire en toute bonne conscience, en éprouvant même un sentiment de morale. Le nazisme illustre bien cette attitude. L'autre est une souillure, je me le représente ainsi: donc si je l'élimine, c'est bien. Le racisme donne un grand sentiment de bonheur. «Moi, dit le raciste, j'ai effectué un acte moral lorsque j'ai fait une ratonnade contre les envahisseurs qui viennent souiller notre beau pays. Je ne me mets pas à la place de l'autre, donc je peux l'éliminer.»

UTILE

Sens et non-sens de la violence, congrès organisé par le Service universitaire vaudois de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent (SUPEA). Lausanne, Palais de Beaulieu, du 5 au 8 avril. Rens. (021) 314 74 95.

Conférence publique de Boris Cyrulnik: Violence brûlante, violence glacée, ce soir (20). Loc.: (021) 310 16 00, ou Billetel. Biblio.: Un merveilleux malheur, Boris Cyrulnik, Editions Odile Jacob, 1999, 238 p.

«Les câbles se sont croisés dans sa tête»

ESPAGNE - Agé de 16 ans, José a massacré ses parents et sa soeur à coups de sabre.
11.11.1998

C'est avec un aspect très détendu, comme s'il interprétait un rôle au cinéma, qu'un jeune garçon de 16 ans est arrivé lundi au commissariat d'Alicante, sous l'accusation terrifiante d'avoir tué à coups de sabre de samouraï son père, sa mère et sa petite soeur de 9 ans atteinte de trisomie 21.

Recherché depuis samedi, le présumé parricide avait été arrêté le matin même à Alicante. En compagnie d'un ami du même âge, qui est également détenu, José avait passé la nuit dans la

salle d'attente de la gare de Renfe. Selon la police, les deux garçons voulaient prendre le train pour Barcelone. Après le triple assassinat qui a eu lieu à Murcie, il avait passé la nuit chez son copain, Olivier. Celui-ci pourrait être accusé de complicité dans le triple meurtre.

Selon les premiers résultats de l'enquête, José aurait agi en interprétant un jeu de rôle. Dans sa chambre, les forces de l'ordre ont découvert non seulement des manuels sataniques et de magie noire mais aussi le jeu vidéo Fantasy VIII. Dans celui-ci, le jeune héros se sert d'un katana - un sabre de samouraï - pour déchiqueter des monstres et tenter de libérer une princesse. Or, selon la police espagnole, José ressemble étrangement au héros du jeu: même âge, même coupe de cheveux et même passion pour les arts martiaux.

Pour les enquêteurs, il s'agit là du seul «élément logique» susceptible d'expliquer le triple assassinat. C'est le sentiment aussi des amis du présumé parricide, selon lesquels José avait beaucoup changé ces derniers temps, «afin de ressembler le plus possible à Squall Loonhart, le protagoniste de Fantasy VIII. Celui-ci est un jeune lieutenant de l'unité de combat «seeh», de l'académie militaire de «Balam Gardon» chargé d'en finir «avec les dictateurs et les oppresseurs». Afin de mieux s'identifier à Squall, José avait adopté le «caractère renfermé et de loup solitaire» de son héros.

Utilisant son katana - cadeau de son père - José aurait froidement assassiné ses parents et sa petite soeur encore au lit, samedi à la première heure. Sa mère, Mercedes, 50 ans, dormait encore et n'a opposé aucune résistance. En revanche, son père, Rafael, 51 ans, a voulu se protéger la face et a eu les doigts d'une main coupés. Quant à la petite soeur, qui a été la dernière victime, les voisins l'ont entendue crier: «Maman non! Maman non!»

Malgré le côté particulièrement horrible et brutal de ce triple crime, qui provoque en Espagne une énorme émotion et toutes sortes de commentaires dénonçant le danger potentiel des jeux de rôles, José affiche une sérénité totale, comme s'il n'avait aucun remords ni sentiment de culpabilité. «Les câbles se sont croisés dans sa tête», ont expliqué ses copains.

Madrid / José Alvès

Favoriser la prise de parole

Organisé par le Service universitaire de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent (SUPEA), le Symposium international accueille durant trois jours des vedettes de la pédopsychiatrie. Parmi les plus connus, citons Stanislas Tomkiewicz, Daniel Sibony et Tobie Nathan. «Nous avons cherché à réunir des gens ayant des approches différentes et provenant de champs très variés. A côté des médecins, il y aura des anthropologues, des juristes, des policiers, des assistants sociaux», explique le professeur Olivier Halfon, patron du SUPEA et président du comité d'organisation.

«Il s'agit de mettre en commun les savoirs des personnes concernées afin de favoriser les témoignages, poursuit-il. Les enfants violents signalent au fond l'échec de la transmission par les adultes de la parole et de la loi. Nous devons leur donner la possibilité de s'inscrire dans la parole et non plus dans les actes.»

L'approche pluridisciplinaire est au coeur de la prévention et de la thérapie.

«Dans le canton de Vaud, nous avons mis en place une chaîne de soins et des réseaux afin que toutes les personnes en contact avec les enfants à risque - éducateur de rue, enseignant, infirmière scolaire, assistante sociale - puissent les repérer et les envoyer. Car ils ne sont en principe eux-mêmes pas demandeurs.» F. Bg

Chiffres inquiétants

En Europe: 22% des délits sur la voie publique sont le fait d'adolescents (contre 14% il y a vingt ans).

Aux Etats-Unis: un enfant est arrêté par la police toutes les 14 secondes; un enfant est tué par une arme à feu toutes les deux heures.

Généralité: partout la violence se manifeste de plus en plus tôt. Pas concernés auparavant, les préadolescents de 8 à 13 ans le sont désormais. La Suisse n'est pas épargnée mais le phénomène est atténué du fait de l'absence de véritables banlieues urbaines. Mais proportionnellement, notre pays est davantage touché par la violence retournée contre soi - toxicomanie et suicides.

La société, et non les jeunes, est responsable de la violence

20.10.1998

La Commission fédérale de la jeunesse demande que les politiciens soient davantage à l'écoute. Attention à ne pas réduire l'agressivité à un problème juvénile.

La société doit engager le dialogue avec les jeunes et prendre ses responsabilités face au problème de la violence. C'est ce qui ressort du rapport «Les jeunes: cogneurs ou souffre-douleur?» que la Commission fédérale pour la jeunesse (CFJ) a rendu public hier à Berne. La violence n'est pas le seul fait des enfants et adolescents, estime la commission, contrairement à ce que laissent croire les responsables politiques. Ces derniers ont tendance à réduire la violence à une manifestation juvénile, alors qu'elle est le prolongement d'une évolution générale dans la société. «Il est dès lors inacceptable de faire porter le chapeau aux jeunes», a critiqué la CFJ qui a lancé hier un appel visant à mieux tenir compte de leurs attentes et de leurs besoins.

Il est donc indispensable que la société change d'attitude envers les enfants et adolescents et que la violence dans son ensemble fasse l'objet de discussions. Les jeunes, contrairement aux adultes, considèrent d'ailleurs que la violence juvénile n'est pas un problème majeur. «Ils sont davantage préoccupés par leur avenir, professionnel en particulier, dans une société qui ne leur laisse guère de possibilités de participation», déclare Viviane Du bath, secrétaire de la CFJ.

Afin de prévenir la violence, la CFJ appelle politiciens, économistes, enseignants et éducateurs à ne pas perdre de vue l'essentiel lorsqu'on parle de violence juvénile. Il s'agit de prendre au sérieux les jeunes, leurs rêves, visions, besoins et craintes en engageant le dialogue. Elle souhaite en particulier que les ados soient davantage consultés dans les entreprises ou les écoles. Leur participation permettrait de ne plus considérer leurs problèmes comme secondaires et marginaux.

Mieux intégrer les étrangers

La CFJ réclame aussi l'égalité des chances pour les jeunes étrangers, afin de prévenir efficacement leur marginalisation. Elle préconise la naturalisation facilitée ainsi que l'octroi du droit de vote à la population étrangère. Enfin, elle a constaté que les données et les recherches sur les jeunes étaient insuffisantes. Elle propose que la Confédération mette au plus tôt à disposition des moyens pour lancer un programme global de recherche sur la jeunesse. - (ap / ats)

Francine Jeanprêtre très concernée

«Nous sommes conscients qu'il faut aujourd'hui prendre le problème de la violence au sérieux.» Pour Francine Jeanprêtre, cheffe du Département vaudois de la formation et de la jeunesse, il s'agit d'une réalité à laquelle sont confrontés de plus en plus d'enseignants. «Les disputes ont toujours existé, mais l'agressivité qui s'exprime aujourd'hui inquiète.» Brassage de population, choc des cultures, chômage constituent bien sûr des facteurs déclencheurs.
«Nous vivons dans une société qui distille beaucoup de violence.» A ce propos, Francine Jeanprêtre s'inquiète par exemple des publicités commerciales ou lancements de films violents que voient les enfants assistant à un programme qui leur est destiné. «Je vais prochainement en parler avec Miguel Stucki (n.d.l.r.: patron de Métrociné) pour que l'on fasse preuve de davantage de discernement et que l'on bannisse ces images de violence purement gratuite qui impressionnent de jeunes enfants.»

Le département soutient la publication et la distribution - il faudra attendre l'an 2000 - de la prochaine BD de Derib qui, à travers le parcours de Yann, abordera le thème de la violence. Francine Jeanprêtre entend par ailleurs procéder à un état des lieux dans les établissements scolaires. «Ce qui me tient à coeur, c'est qu'il y ait suffisamment de lieux d'écoute où les jeunes puissent s'exprimer. Les situations violentes se vivent souvent dans les familles et l'école a son rôle à jouer dans l'éducation en fournissant l'encadrement qui manque à certains.»

Face à la violence, personne ne se croise les bras. Dans nombre d'établissements scolaires, des programmes de prévention de la violence (notamment celui de Profa que dirige le pédiatre lausannois Nahum Frenck) ont été mis en place. De leur côté, les centres de loisirs de la région lausannoise ont lancé en juin dernier une plate-forme pluridisciplinaire pour l'adolescence. Une association verra bientôt le jour qui réunira tous les milieux concernés.

F. Bg

Cossonay: le directeur des écoles tabassé par des parents

«Ya-t-il aujourd'hui davantage de violence dans les écoles qu'autrefois ? Je suis incapable de vous le dire.»

Serge Loutan, directeur des écoles de Cossonay, serait pourtant bien placé pour répondre positivement à cette question. Il a lui-même été victime, à la rentrée de septembre, d'un épisode violent dont il est ressorti fort secoué, et avec un oeil au beurre noir. Plainte a été déposée et l'affaire sera jugée en décembre. Exceptionnel, et le fait d'adultes, l'incident n'en

est pas moins représentatif de cet environnement général que tous les milieux concernés qualifient de potentiellement explosif. Un couple de parents dans une situation de vie difficile, offensé par l'en-tête d'une lettre adressée à «Madame et Monsieur» plutôt que «Monsieur et Madame», s'en est pris au directeur de l'établissement fréquenté par leur enfant. «Une première fois, ils m'ont insulté et craché dessus», raconte Serge Loutan. «Ils sont revenus une seconde fois. L'homme m'a flanqué un coup de poing. J'ai tenté de calmer le jeu et la femme a tapé elle aussi.»

L'événement, répétons-le, demeure unique et les écoles vaudoises restent majoritairement des lieux qu'élèves, enseignants et parents peuvent fréquenter en toute sécurité. Reste que la violence y a désormais incontestablement sa place. Pour Serge Loutan, c'est aussi le prix à payer d'un dialogue plus ouvert qu'autrefois.

«Ouvrir le jeu implique une prise de risques: les élèves doivent gérer leur agressivité, cela s'apprend.» Les causes de la violence? La plupart des éducateurs et enseignants concernés dressent la même liste: les films montrant à profusion meurtres et violence mais surtout le système social, le chômage des parents, celui des jeunes. La violence est toujours la manifestation d'un malaise. «Une frange de plus en plus importante de jeunes est confrontée à l'absence de solution», constate Pierric Favrod, maître de biologie au Gymnase du Bugnon et coordinateur des médiateurs scolaires vaudois. Pour Jean-Claude Freymond, enseignant à l'Elysée et responsable des médiateurs lausannois, c'est l'absence de modèle et la démission des parents qu'il faut dénoncer. «Les jeunes n'ont souvent plus d'image d'identification positive. Je suis pour des choses très simples: il faut que les parents réapprennent à jouer leur rôle de parents.»

Francine Brunshwig

La violence et la peur s'installent dans les remorques des bus lausannois

Les incidents se multiplient, incitant les TL à envisager une présence préventive sur certaines lignes aux heures délicates.

Vendredi dernier, 18 h 45: terrifiés, les passagers du bus No 7, qui assure la liaison entre Lausanne et Renens, gardent les yeux rivés au sol. Un homme d'une quarantaine d'années vient de faire une entrée remarquée dans la remorque du bus. Hurlant, il se vante d'avoir passé la journée à se «défoncer» sur la place de Saint-Laurent, lieu de rencontre des toxicomanes à Lausanne. Il interpelle grossièrement une personne âgée et plusieurs femmes seules, fait des gestes déplacés. Il s'en prend ensuite à un jeune Bosniaque, le traitant de «vendeur de mort». Une bagarre s'ensuit. Impuissants, plusieurs passagers quittent précipitamment le bus, préférant continuer leur trajet à pied.

Montée de la tension

Cet incident n'est pas un fait isolé. La semaine passée, plusieurs scènes de violence se sont succédées dans les bus No 7, principalement en soirée. Avant de prendre le bus, Maria, une Renanaise de 30 ans, a toujours une petite appréhension: «Des individus bizarres se sont assis à plusieurs reprises à côté de moi. Ils fument, insultent tout le monde et s'agitent. Malgré tout, je vais dans la remorque, parce qu'il n'y a plus de places assises libres dans le véhicule

principal. Les incidents sont inévitables. Beaucoup de marginaux empruntent la ligne 7 pour aller au centre autogéré de Prélaz ou au Sleep-In, un centre d'hébergement d'urgence dans le quartier de Malley.»

Insultes et agressions ne se produisent pourtant pas uniquement sur la ligne 7. «Nous avons constaté ces derniers mois une recrudescence générale des incidents, une montée de la tension. Les voyageurs se disputent entre eux et s'en prennent aussi aux conducteurs (voir encadré), constate Klaus Schaefer, porte-parole des Transports publics de la région lausannoise (TL). La situation est préoccupante, même si on est encore loin des difficultés des banlieues françaises. En 1997, les conducteurs ont signalé sur l'ensemble des lignes une trentaine d'incidents, dont six avec violence physique.»

Les TL ont des moyens d'action limités pour lutter contre la violence. En tant qu'entreprise de transport, ils ne sont pas habilités à intervenir dans un conflit. Ils doivent appeler la police ou la gendarmerie. Dans les faits, beaucoup de fauteurs de troubles ne sont jamais inquiétés. «Les incidents ont presque toujours lieu dans les remorques. Le conducteur ne peut pas voir ce qui s'y passe, raconte Klaus Schaefer. L'installation de caméras serait trop onéreuse, et le risque de vandalisme sur ce matériel trop élevé.»

Les nouveaux bus articulés, qui remplaceront progressivement les remorques, ne sont pas une panacée. Les conducteurs auront certes une vision d'ensemble sur les passagers mais les exigences de la conduite ne leur permettront pas de veiller au respect de l'ordre. «Le nouveau groupe de travail Agressivité et violence, qui réunit la direction TL et les syndicats, étudiera ce point, conclut Klaus Schaefer. Une possibilité serait que des employés TL assurent une présence préventive sur certaines lignes aux heures délicates, en début et fin de soirée.»

Laurence Künzi

Un métier à risques

Les conducteurs des Transports publics de la région lausannoise (TL) sont confrontés, eux aussi, à la violence de certains passagers. «Les clients, irrités par un retard ou un autre petit inconvénient, nous prennent parfois comme cible, explique Johan Pain, président de la section syndicale d'exploitation des TL. Ils nous agressent surtout verbalement. Les atteintes physiques sont rares.» Mais pas exceptionnelles. En 1997, un conducteur a été menacé par une arme, une conductrice a été aspergée par un spray lacrymogène de défense.

Finie la vente dans le bus

Les vols de sacoche sont également relativement fréquents. «Ce problème sera bientôt résolu, se réjouit Johan Pain. Un nouveau système de vente de billets sera mis en place dès l'an prochain. Les chauffeurs ne devront plus vendre de billets dans le bus. Il n'y aura donc plus de risques de vol de sacoche.» Le nouveau groupe de travail «Agressivité et violence», qui réunit direction TL et syndicats, planchera également sur la sécurité des conducteurs

L. K.

LAUSANNE : VIOLENCE ET AGRESSIVITE DANS LES TRANSPORTS PUBLICS

22.11.1999

Le personnel retourne à l'école

Une situation récurrente qui, si elle n'atteint pas les proportions connues en France, n'en est pas moins bien actuelle. Une des solutions passe par la prise de conscience, lors de cours, que c'est la fonction qui est visée et non l'homme.

Le même genre de cours, mais un peu moins poussés, est également suivi par les conducteurs. Et si cette formation existe depuis douze ans, elle a été réactualisée dans le but de permettre aux employés de sortir de la théorie, pour évoquer des cas réels auxquels ils ont été confrontés. Une base de travail concrète est ainsi fournie à ces quatre jours de formation. «On n'en est pas encore aux jeux de rôles, explique Fabienne Amstutz qui, avec Philippe Grall, est l'une des deux personnes dispensant ces cours. Mais j'espère qu'on y viendra car c'est le meilleur moyen d'analyser ses propres réactions face à une personne qui se comporte de manière agressive.»

La formation ARCC (Amélioration de la relation client-conducteur) tend aussi à montrer aux employés que ce ne sont pas eux qui sont visés, mais leur fonction. Le voyageur mécontent s'adresse au chauffeur du bus en tant que représentant de l'entreprise de transport, et non en tant que personne. «C'est très important de se rendre compte que le conflit se serait de toute façon produit, quelle que soit la personne derrière le volant. C'est une manière de prendre du recul avec cette forme de violence verbale.»

Entrer par l'avant: une solution miracle?

Faire comprendre aux chauffeurs les raisons qui peuvent agacer le client, comme le fait que le bus soit bondé par exemple, est aussi un bon moyen pour désamorcer les conflits: s'ils sont confrontés à une situation de ce type, ils vont là aussi tenter de prendre du recul et de mieux comprendre la personne en face. Si tous ces outils permettent aux conducteurs de mieux vivre les agressions verbales, il existe aussi d'autres moyens, adoptés notamment à Montpellier (F), ville où les violences et la fraude ont chuté de manière exemplaire. Le système obligeant les voyageurs à monter à l'avant a notamment fait ses preuves. Le client passe devant le chauffeur et, en quelque sorte, «entre chez lui». Les bonjours fusent, mettant automatiquement les contacts sur un mode plus convivial et détendu. Ce système est déjà utilisé par le TL sur le réseau interurbain où, soit dit en passant, on ne recense aucun cas de violence physique et peu d'agressions verbales.

Faire monter le client à l'avant se profile donc comme la solution miracle. «Nous y avons pensé mais, en ville, ce serait totalement impossible, commente Patrick Martin, chef-adjoint de la Division exploitation des TL. Ça n'a déjà pas été facile de faire passer le message sur les lignes interurbaines, moins nombreuses et moins fréquentées. En plus, en ville, ça entraînerait des attentes très longues aux arrêts, le temps que tout le monde embarque.»

Jacqueline Favez

INTERVIEW EXPRESS de Fabienne Amstutz, conductrice de bus et animatrice de cours.

- A l'aube de l'an 2000, quels souhaits formuleriez-vous, pour améliorer les conditions de travail de vos collègues chauffeurs de bus ?

- Il faudrait une plus grande reconnaissance du travail des conducteurs et aussi une revalorisation de leur autorité dans le bus. Il y a tout un travail d'éducation du client à faire pour qu'on arrive à obtenir ce respect. Et, avant qu'on y arrive, il faut absolument que nous, les conducteurs, ne bâchions pas face aux infractions au règlement. Même si ce sont des broutilles comme le fait de mettre les pieds sur les sièges ou de fumer dans le bus. Ne pas démissionner, tout en évitant le conflit, voilà ce à quoi j'aspire pour l'ensemble des conducteurs.

- Et vous, quelles sont les agressions que vous avez de la peine à supporter ?

- Dans l'ensemble, je suis assez peu touchée par des paroles ou des gestes agressifs à mon encontre. En revanche, je pique des grosses rognés contre les automobilistes indisciplinés, ceux qui nous font des queues-de-poisson ou qui stationnent sur les voies réservées aux bus. Et là, on ne peut que subir parce qu'il n'y a pas de contact et donc pas de discussion possible.

- Est-ce à dire que, pour vous, le trafic de rêve est un trafic sans voiture ?

- Non, je dirais plutôt que le rêve ce serait beaucoup moins de travaux à Lausanne, de la cohérence dans la gestion des feux et une meilleure écoute des professionnels que nous sommes avant de décider de telle ou telle mesure d'urbanisme.

J. Fz

Quelques chiffres

Trois cent dix-huit cas ont été signalés entre 1997, 1998 et la première moitié de 1999. Ils découlent de:

comportements incivils des passagers: 96, dont 21 avec violences physiques, problèmes lors de l'embarquement: 56, dont 3 avec violences physiques, vente de titres de transport: 36, passager qui a embarqué un vélo dans le bus: 34, dont 4 avec violences physiques, trafic routier: 23, dont 6 avec violences physiques, retard sur l'horaire: 22, confort du véhicule: 6,

Statistiques portant sur 68 millions de voyageurs par année.

* * *

Regardons les choses en face: nous sommes tous à demi sauvages

LA CHRONIQUE DE CLAUDE MONNIER

05.01.1998

Ce qui frappe, en ce début d'année 1998, c'est le déchaînement d'une violence sauvage, quotidienne, ordinaire, presque populaire, envers les femmes, les enfants, les vieillards, les hommes valides et invalides, en Algérie, au Chiapas, à Louxor, en Bosnie, en Irlande du Nord, au Pays basque, aux quatre coins du monde en vérité.

Cette violence nous est incompréhensible - raison pour laquelle personne n'a perçu le propos pédagogique de la fiction présentée par Pierre Naftule à la Télévision romande, dans laquelle il imaginait que toute la population de La Chaux-du-Milieu, dans le canton de Neuchâtel, était massacrée par des terroristes.

Le tortionnaire bon père de famille

En vérité, nous sommes tellement pétris de culture humanitariste, que nous ne voyons plus combien, en chacun de nous, la violence cohabite avec la douceur. Les études les plus sérieuses montrent que les tortionnaires sont souvent, dans leur vie personnelle, des pères de famille doux et des maris aimants. On en peut déduire que nous serions tous capables de torturer et d'assassiner si s'effondraient, pour une raison ou une autre, les barrières morales et civiles qui nous maintiennent sur le droit chemin.

Nos ancêtres, qui ont inventé la civilisation, puis la séparation et l'équilibre des pouvoirs, et la démocratie, savaient de première main que chacun de nous est fait pour moitié de violence pure. Les systèmes sociaux et politiques qu'ils ont construits visaient donc à encadrer cette violence, à exalter ses côtés battants, dynamiques, crocheurs, entreprenants, compétitifs, conquérants et économiquement «tueurs», tout en réprimant ses côtés destructeurs de l'ordre social, criminels, ou franchement génocidaires.

La violence déchaînée

Aujourd'hui que la violence sauvage se répand sur toute la terre comme feu de prairie, il est donc deux attitudes possibles. L'attitude bondieusarde: «Quelle horreur! Quelle sauvagerie! Je ne veux pas voir ça!», aussi efficace que de pisser dans un violon. Ou l'attitude pragmatique qui aurait fait déclarer à nos ancêtres constructeurs de civilisation: «Si la violence devient quotidienne, c'est que les systèmes et les barrières construits pour la canaliser ne suffisent plus. Pourquoi cela, et comment faire pour les consolider?»

L'attitude pragmatique permet de rendre les choses claires (étant entendu, cependant, que clair ne veut pas dire facile.)

Pour le pragmatique, la violence est désir tumultueux de casser sans rime ni raison, expression de force sans barrière ni limite, que la civilisation a le pouvoir de contenir - comme le barrage contient la montée sauvage des eaux - mais pas d'annuler. La violence, lorsqu'elle est contenue, s'accumule, les gens éprouvant par exemple, mais ce n'est qu'un cas de figure, le sentiment d'une injustice intolérable lorsque la capacité économique et politique réelle change de mains, émigre d'une ethnie vers une autre, d'un pays vers un autre, mais que le pouvoir formel reste entre les mains de ses anciens titulaires.

Lorsque ce cumul de violence latente devient trop terrible, soit il convient de renforcer d'urgence le barrage, soit le barrage craque et laisse débouler sur la plaine un raz-de-marée détruisant tout sur son passage. Ce second scénario, scénario catastrophe, présente le relatif «avantage» de conduire rapidement à un équilibre nouveau, que l'eau coure désormais libre vers la plaine, ou que, les hommes ayant construit un nouveau barrage, elle recommence à s'accumuler gentiment.

Aujourd'hui, début 1998, le diagnostic ne fait guère de doute. Pendant cinquante ans de guerre froide, la violence des hommes s'est accumulée derrière des barrages de civilisation

(rappelez-vous la logique BCBG de la dissuasion nucléaire: «Je te fais peur, tu me fais peur, comme ça personne n'est tenté de faire des bêtises»). Mais la fin de la guerre froide ayant mis fin à la peur du gendarme, la violence accumulée ne peut plus être contenue. Les barrages craquent désormais les uns après les autres.

La reconstruction patiente

Déplaisant? Oui, c'est le moins que l'on puisse dire. Toutefois, ce n'est pas en jouant les autruches saintes nitouches, la tête dans le sable, que nous empêcherons quoi que ce soit. Puisque les anciens barrages de civilisation craquent, il nous faut entreprendre vaillamment d'en reconstruire de nouveaux. Réinventer le droit international. Reconstruire un ordre mondial économique et politique qui tiennent compte des nouvelles forces montantes

Asie orientale, la Chine au premier chef, le sous-continent indien, le bloc latino-américain). Policer certaines forces anarchiques, financières et commerciales, déclenchées par la mondialisation. Reconstituer des moeurs acceptables (la Conférence d'Ottawa qui a interdit les mines antipersonnel ou celle de Paris certaines formes de corruption internationale sont des petits pas dans une bonne direction). S'accorder sur quelques définitions du bien et du mal.

Ce sera long. Nous nous impatienterons. Nous souffrirons. Mais reconstruire une civilisation n'est pas une affaire de cocotte-minute.

C. M.

La violence des enfants est d'abord celle des adultes

29.04.1999

Le drame de Littleton, aux Etats-Unis, suscite une inquiétante question: cela peut-il arriver chez nous? Tour d'horizon d'un climat vaudois plutôt tempéré.

Les jeunes sont-ils plus violents aujourd'hui qu'hier? Tandis qu'en France, les gosses des cités n'en finissent plus d'alimenter les débats télévisés, le massacre de treize étudiants perpétré par deux adolescents dans un lycée de Littleton, dans le Colorado, relance plus que jamais les interrogations sur la violence juvénile.

D'un côté, des enfants de l'immigration au futur obscur, entassés dans des blocs de béton. De l'autre, des adolescents bourgeois en mal de vivre, armés jusqu'aux dents. Apparemment, rien ne relie ces deux situations. Pourtant, elles traduisent, chacune à leur façon, un malaise social fort qui se répercute sur la jeunesse. Des dérapages impensables sous nos latitudes?

Manque de repères

«Pas sûr!» s'inquiète le pédiatre lausannois Nahum Frenck. Médecin attitré du programme de prévention de la violence dans le cadre de la fondation Profa, il met en garde contre «les violences sournoises de notre société qui peuvent conduire à toutes sortes d'excès». Exemple? «L'individualisme, le culte du fric, qui ont relégué au placard les repères sociaux comme la

morale, l'éthique et le respect d'autrui.» Sur ce point, le médecin est formel: « Il faut d'abord analyser la violence du monde adulte pour comprendre la violence des jeunes.»

Même son de cloche du côté de la Bourdonnette, à Lausanne: «Chez les adolescents, la violence traduit un mal-être, un manque de repères», explique Pascal Beaujouan, animateur du centre de loisirs du quartier. Pas nouvelle, cette situation s'est dégradée ces dernières années, avec la crise: «Souvent seuls, ou au chômage, les parents ont démissionné de leur rôle éducatif tandis que leurs enfants vivent au jour le jour, sans trop se préoccuper d'un futur qu'ils conçoivent comme toujours plus sombre.»

Un climat qui se durcit

Faut-il tirer la sonnette d'alarme? Pas si l'on en croit une récente étude réalisée dans le cadre d'un programme national de recherche sur la violence et le crime organisé. Intitulé La violence dans les écoles secondaires en Suisse romande: le point de vue des enseignants et des élèves, ce travail fait état d'un climat scolaire dans notre région encore loin d'être comparable à celui de France voisine. Et si problèmes il y a, «ils prennent place dans un contexte qui est encore relativement bon», relève, François Rochat, un des auteurs de l'étude.

Vraiment? Pourtant, d'après l'étude, la majorité des enseignants romands pensent que la situation se détériore. Et ils ne sont pas les seuls: «Depuis quelques années, aux actes de vandalisme et à la violence verbale, omniprésente, s'ajoute une révolte contre la société et les institutions», relève Pascal Beaujouan, qui avoue travailler dans une atmosphère souvent tendue.

Priorité à l'intégration

Parti en stage à Villeurbanne, dans la banlieue de Lyon, il y a deux ans, l'éducateur est revenu avec la conviction qu'un dérapage de notre situation vers un malaise «à la française» n'est pas exclu: «Si nos voisins ont perdu le contrôle de leurs banlieues, c'est qu'ils les ont laissé se détériorer pendant plus de vingt ans. Mais on est en passe de faire la même chose ici: il n'y a pas assez de moyens mis à disposition de la prévention de la violence.»

«D'où l'importance de l'intégration et de l'encadrement de l'enfant», martèle Francine Jeanprêtre, qui a récemment adressé aux écoles vaudoises une lettre visant à sensibiliser les enseignants à l'accueil de jeunes Kosovars. Et la cheffe du Département vaudois de la formation et de la jeunesse de rappeler que «le rôle éducatif de l'école est inscrit dans la loi».

Environnement violent

Mais ce n'est pas tout. Fort de son expérience au pied des logements sociaux de la Bourdonnette, Pascal Beaujouan insiste, entre autres mesures préventives, sur la nécessité de mélanger les couches sociales et d'éviter la ghettoïsation de la pauvreté. Avant d'ajouter, le ton résigné: «En fait, il n'y a pas de solution miracle, mais une multitude de petites solutions.»

D'accord, mais qu'en est-il des risques d'un carnage à l'arme à feu dans une école vaudoise? «C'est un cas typiquement américain», déclare Jean Martin, médecin cantonal, pour qui ce drame est né des contradictions entre une éducation extrêmement sévère et puritaine d'un côté, et une attitude totalement permissive vis-à-vis du recours aux armes et à la force en général de l'autre.

Conclusion? «L'enfant n'est pas violent», affirme Pascal Beaujouan. «Il est rendu violent par un environnement violent.»

Julien Rouyer

Un modèle d'intégration à Renens

Forts de 700 élèves, dont 70% d'origine étrangère répartis en huitante nationalités différentes, les deux collèges de l'établissement secondaire de Renens sont, en théorie, de sérieux clients à une explosion de violence juvénile. Est-ce le cas? «Venez voir», rétorque avec le sourire le directeur des lieux Roland Oesch. Et pour cause: l'homme peut se targuer de diriger un modèle d'intégration en matière d'établissement scolaire.

Des problèmes? «Il y en a, mais au jour le jour. En fait, nous avons la chance d'avoir beaucoup d'enfants d'origine méditerranéenne qui par conséquent ont une famille solide. Ils ont des points de repères forts», explique le directeur. Mais ce climat sain n'est pas tout à fait le fruit du hasard. Depuis des années, la direction de l'établissement met l'accent sur la sécurité et les moyens d'expression des enfants dans le cadre scolaire: «Notre de vise est d'ériger le collège en maison commune à tous les élèves.»

Ainsi, outre toute une série d'activités parascolaires (journal de l'école, fête annuelle, soupe du coeur à Noël, aménagement de lieux communs, etc.), Roland Oesch et ses confrères imposent aux élèves un encadrement rigoureux, basé essentiellement sur le dialogue. «Rien n'est jamais acquis», rappelle le directeur. «Il faut rester vigilant et c'est le rôle de l'école.»

J. R.

Violence à l'école: il faut rompre le cercle vicieux

L'INVITE
16.12.1999

PHILIPPE DE VARGAS

Directeur du collège de l'Elysée

Depuis toujours, l'école et la violence ont partie liée. Du régent médiéval armé de ses verges au «roille-gosses» - c'est ainsi qu'on appelait l'instituteur du village - même combat musclé contre la paresse et l'indiscipline. Mes lecteurs eux-mêmes n'ont-ils pas subi à l'école des punitions, pas forcément sous forme de coups, qui leur laissent encore aujourd'hui un goût de peur, de honte, peut-être d'injustice?

Cette violence magistrale est censée répondre à la malice des élèves et à leur propre violence: celle qui les oppose aux plus petits, par des brimades souvent cruelles, et à leurs pairs, dans des affrontements allant de l'injure à la bataille rangée - sans oublier les déprédations et les sévices sur les animaux.

Hélas, cette répression énergique est souvent allée à fins contraires, plus les punitions sont sévères, plus elles risquent de provoquer de sentiments négatifs, dépréciation de soi-même et des autres, révolte, désir de vengeance. Tout cela peut se traduire par des actes de violence aggravée, appelant des sanctions plus vigoureuses encore: le cercle vicieux se referme.

L'institution scolaire a essayé de sortir de cette impasse. Dès les années soixante, elle est devenue moins rigide. Les idéaux de tolérance, de respect mutuel, de coopération se sont répandus. Les méthodes pédagogiques se sont adoucies. Dans le même temps, la violence des élèves a beaucoup diminué, mais malheureusement pas de façon définitive.

En effet, depuis une dizaine d'années, la régression est évidente. Elle est certainement liée au durcissement des conditions de travail et des relations humaines, ainsi qu'au triomphe (momentané) des valeurs égoïstes de réussite de plaisir individuel, aux dépens des valeurs collectives de solidarité et d'altruisme. Le brassage des populations est une autre cause possible de cette détérioration. Il a réintroduit dans une école plus «civile» qu'autrefois des élèves dont la culture d'origine, par ailleurs digne de respect, véhicule certaines valeurs archaïques: honneur clanique, responsabilité collective, loi du silence, devoir de vengeance, loi du talion aggravée.

On peut distinguer au moins quatre types de violence juvénile:

Elle peut venir des profondeurs du psychisme. Elle est alors liée à l'instinct de survie, à l'affirmation de soi, à la volonté de puissance. Plus superficiellement, elle peut naître d'un jeu qui tourne mal, les injures ou les coups distribués «pour rire» étant ressentis comme de vraies attaques. Elle peut répondre, de façon parfois disproportionnée, à la détresse provoquée par des éducateurs ou d'autres jeunes, ou encore née de drames familiaux. Enfin, elle peut être qualifiée de culturelle, liée à des conceptions plus ou moins primitives qui entrent en conflit avec celles qu'affiche notre société.

«La régression, évidente, est liée au durcissement des conditions de travail et des relations humaines, au triomphe de valeurs égoïstes...»

A la multiplicité des causes et des formes de la violence écolière doit répondre une stratégie globale, mobilisant tous les acteurs de la santé scolaire, enseignants, médiateurs, directeurs, infirmières, médecins, psychologues, etc.

Il leur incombe de faire des écoles des lieux plus accueillants et plus sûrs, de reconnaître l'élève comme une personne à part entière, avec ses devoirs, certes, mais aussi ses droits. Parmi ceux-ci, l'un des plus fondamentaux est celui de se plaindre des violences dont il est victime: c'est le seul recours des petits et des faibles.

Il s'agit aussi de développer la capacité des élèves de s'affirmer, d'écouter et de respecter les autres, de négocier, de résoudre pacifiquement les conflits - tout cela dans le cadre rassurant de règles claires, applicables à tous.

Cet ambitieux programme de prévention engage avant tous les établissements scolaires eux-mêmes. Parmi d'autres tâches, l'Office des écoles en santé, récemment créé par le Conseil d'Etat, a pour mission de soutenir leurs efforts.

* * *

Courrier des lecteurs

VIOLENCE DES JEUNES

Têtes bien pensantes

08.04.2000

A propos de l'article sur la violence des jeunes paru dans 24 heures du 5 avril:

Vous nous gratifiez encore une fois d'un article, ô combien justifié, sur la violence.

Je me permets d'attirer votre attention qu'il y a bien dix ans qu'une frange de gens du terrain, éducateurs de rue, sociaux, police de proximité, etc., en ont parlé et rien n'a été vraiment réalisé, bien au contraire. Ces gens de l'ombre ont pour la plupart baissé les bras, et maintenant nos grosses têtes bien pensantes de salon - oui, vous savez ces gens qui justifient leur place de travail avec leurs fesses sur du velours - viennent faire la morale, je suis dégoûté. Donc je comprends le découragement des personnes qui se lancent dans cette forme de discussion sur la violence.

Frédéric Ansermet, Morges

Apprentis sorciers

A propos de l'article «Seul, on ne peut pas lutter contre les effets de la violence» (24 heures du 21 mars):

La sollicitude vaguement condescendante de psychologues à l'endroit des enseignants serait touchante si ce n'était le fait qu'on doit la violence infantile à des théories psychologiques. Beaucoup de parents renoncent à corriger leurs enfants, croyant leur épargner tout traumatisme. Sous prétexte d'autonomie, de spontanéité, de cultiver une bonne image de soi-même, on a libéré les pulsions naturelles de l'enfant avec le résultat qu'on sait. Autrefois temple du savoir, l'école a été déplacée au niveau de la rue. Les graffitis qui en couvrent les murs et qui marquent le territoire concédé au vandalisme devraient suffire à nous convaincre.

A présent, les psychologues prétendent soigner les enseignants. Suggérons que les salaires du personnel parascolaire que cela suppose seraient mieux employés à rémunérer des enseignants supplémentaires, soulageant d'autant la surcharge numérique des classes.

L'autre source de violence est d'importation. Le siècle a développé une éducation centrée sur l'individu profondément différente des sociétés traditionnelles, qui conservent l'autorité paternelle et clanique. Lorsque leurs ressortissants émigrent en Occident, leur milieu culturel change brutalement et les repères traditionnels tombent: les parents perdent le contrôle.

Rien ne peut les remplacer, sinon la loi de la jungle.

Serge Rambert, Lausanne

Dialogue

En réponse à la missive de Mme Naima Kichou, du numéro 21/25 mai 1999
«Respect et autorité» j'aimerais pouvoir formuler quelques objections :

- la violence des élèves dans les cours de récréation a toujours existé, le monde des enfants est dur et sans pitié, à l'image de la société dans laquelle ils vivent. Ce sont les formes qu'a prise cette violence qui changent mais l'agressivité de base reste terriblement vivace : le racisme, l'élitisme, la domination des clans, les jeux de guerre et de bataille, le pouvoir des grands sur les petits, le sadisme du corps enseignant, la chasse aux différents, aux timides et à tous ceux qui ne sont pas comme les autres, etc, étaient des actes courants dans les établissements scolaires de tous les temps.

- la violence est une conséquence d'un refoulement subi par une répression autoritaire et une discipline moralisante. La violence n'est que l'ultime façon que l'inconscient a de se manifester lorsque, emprisonné dans un carcan étouffant, il cherche à s'en défendre. La violence du jeune n'est que sa tentative désespérée de se retrouver, de s'habiter face au pouvoir autoritaire et ses exigences, face au modèle totalitaire du "bon comportement individuel" de la société.

- l'anarchie n'est pas gabegie, ni indiscipline, c'est une vision de la vie en société; par contre notre monde issu du moralisme du 19ième siècle, l'est devenu par les abus commis au nom de la société de consommation, de la compétition, du profit et des valeurs absconnes que l'on nous professe actuellement. Au nom de la prospérité, de l'enrichissement, du développement, nous avons fabriqué une société sans respect livrée à la merci de tous les hommes d'affaires opportunistes qui sèment une pagaille pas possible dans la tête des gens.

- L'ancienne image de l'enseignant avec son droit de frappe disciplinaire sur les élèves n'est vraiment pas une image très progressiste pour les jeunes qui, empêtrés dans les rets d'une société manipulatrice à souhait, cherchent d'autres fonctionnements plus en rapport avec les connaissances humaines que nous avons acquises depuis quelque temps : l'autogestion, la participation, la résolution pacifique des conflits, l'engagement personnel et volontaire, etc.

Par contre, il y a des vérités qui méritent d'être connues :

- le but premier de l'école est d'amener les enfants à leur autonomie et leur indépendance, en les permettant de faire l'apprentissage de la liberté d'agir par la prise de conscience de leur personne et de leur environnement, de leurs aspirations et désirs. Les refuser cela au nom d'un possible abus hypothétique équivaut à un déni de leur personne et c'est une des premières raisons du passage à la violence.

- la seule façon de remédier au phénomène de la violence est précisément d'accorder aux élèves plus de liberté d'agir, d'autonomie et d'indépendance et par une participation active et empathique des enseignants, lentement amener les enfants à une compréhension holistique de la vie et de leur entourage. C'est le vrai respect des autres. La discipline autoritaire n'a jamais résolu les problèmes humains et le respect de l'autre passe d'abord par une large compréhension de la psychologie de l'inconscient.

Et si la seule solution que vous proposez pour résoudre ce problème est d'exiger plus de discipline, plus de répression, plus d'exigences, toutes choses qui aggraveront la situation, alors le problème ne sera jamais résolu. Or cette violence est le fait de la société toute entière et elle est présente dans tous ses aspects et chez chaque individu. Réduire le problème de la violence à une question de bon comportement est la meilleure façon de le renforcer.

Georges Tafelmacher

VIOLENCE

Il est grand temps de réagir !

Un policier tabassé, un mort dans une sombre histoire de racket, une jeune fille violée, un jeune mortellement poignardé à cause d'un regard provocateur: voilà qui allonge une liste inquiétante de faits se déroulant dans notre société en crise, en grande partie due au laxisme et au laisser-faire de nos autorités.

La violence est un comportement brutal, avec ou sans arme, envers une personne, qui doit être sévèrement puni. Qui fait usage de violence doit toujours être puni, car la protection face à la violence est un droit fondamental que l'Etat est tenu d'assumer pleinement pour protéger ses citoyens.

La permissivité de la génération de soixante-huit, la mollesse de notre Code pénal et l'irresponsabilité d'une majorité de notre classe politique qui prône la prévention comme seul remède, nous ont amenés à une situation grave et alarmante.

Il est donc urgent que notre société revienne en arrière et pose des limites et des repères clairs comme ont commencé à le faire plusieurs pays, notamment la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. Et, dans ce contexte, nos autorités politiques doivent prôner et appliquer des sanctions plus dissuasives en reléguant au plus vite les jours-amendes devenus la risée des touristes de la criminalité et reconsidérer fondamentalement la notion du sursis. Par exemple, pour la vente d'héroïne, la peine minimale actuellement prévue est d'un jour-amende, soit théoriquement 1 franc.

Comme l'a très justement et dernièrement déclaré le procureur général de Genève, Daniel Zappelli: «quand la population augmente, on construit bien des écoles. Alors pourquoi pas des prisons?».

Denis Rubattel et Elisabeth (-Gretz),
officier de carrière
Route de Saint-Germain 22
1042 Assens
Téléphone : [021 882 57 20](tel:0218825720)

Concerne : votre lettre de lecteur parue dans le 24 Heures du 14 Septembre 2009

VIOLENCE «**Il est grand temps de réagir !**»

Monsieur,

Il ne se passe plus un jour sans qu'un quelconque moralisateur en mal avec son époque à laquelle il a aussi participé et rendu possible l'avènement, vienne nous faire une moralisation instrumentalisée et même militarisée. Chaque fois, avec la conviction d'être dans son bon droit, on vient nous faire de la morale et prôner des méthodes fortes et des sanctions plus dissuasives pour soi-disant «résoudre des problèmes de société». Mais à aucun moment, on ne se donne la peine d'analyser la situation pour comprendre les causes de cette supposée montée

de la violence et voir pourquoi on en est là. On se contente de fustiger certaines catégories de personnes et de les accuser de tous les maux comme si elles étaient directement responsables.

Et on continue, sans répit, dans des lettres parues dans les journaux, à fustiger certains comportements et de traiter certaines personnes de toutes sortes de noms. La dernière en date : la stigmatisation de la génération de soixante-huit dont la mentalité serait, selon vous, responsable de la «situation grave et alarmante» actuelle.

C'est avec étonnement que j'ai lu vos fortes paroles extrêmement manichéennes dans votre lettre «Il est grand temps de réagir !» parue dans notre 24 Heures de ce jour. La chasse aux soixante-huitards semble être normale de nos jours mais vous dépassez les limites que vous vous êtes vous-même posé en laissant entendre que la génération de soixante-huit serait seule responsable de l'état de ce monde post'68 parce qu'elle aurait prôné le «Moi, je fais ce que je veux» et la permissivité. Une telle opinion semble surprenant en ces temps où une nouvelle compréhension non-dichotomique du monde se fait jour et cette volonté de sanctionner des individus ressentis comme violents, met en avant les sempiternelles récriminations des «moralisateurs civilisés», nanti d'une mentalité de frappe qui fait des percées phénoménales de nos jours, contre toute forme d'individualisme ou de progrès social.

Je vais faire paraître la missive mise-au-point ci-inclus sous la rubrique «Courrier des Lecteurs» en vue de rectifier l'image de la génération soixante-huit auprès du grand public. J'espère que cette réponse sera adaptée à vos exigences.

En vous remerciant de l'intérêt que vous portez à notre endroit, veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Georges Tafelmacher

Réponse de Georges P. Tafelmacher à la lettre de lecteur :

Cette tendance à vouloir profiter de chaque fait divers pour condamner à mort la génération de soixante-huit devient carrément suspecte car cela cache les vraies raisons de l'état de notre société. Et si ce sont plutôt les intoxications graves par la pollution, les métaux lourds, les agents conservateurs, les plastiques, les micro-ondes, la radiation, les conditions de travail démentielles qui nous ont amenées à cette «situation grave» ? Et si ces actes de violence n'étaient que les symptômes d'une dégradation mentale des gens amenée par une industrie trop axée sur la compétitivité, le profit, les gains de part de marché qui a fait fi des principes de précaution ?

Mais le plus grave est d'utiliser ces faits divers pour revenir à la société de répression et de sanction d'antan qui a montré ses limites et a basculé dans des régimes autoritaires et la guerre. Ce ne sont pas des prisons qu'il faut construire mais des quartiers conviviaux, participatifs et des villes à taille humaine où il fait bon vivre.

Nous ne pouvons plus revenir en arrière, nous devons avancer et si il y aurait des limites à fixer, ce seraient celles à imposer aux industries pour qu'elles arrêtent de produire n'importe quoi, n'importe comment au nom de la productivité, de la modernité et celles à imposer aux moralisateurs pour qu'ils arrêtent de prôner leur société de contrainte et de fustiger la génération de soixante-huit qui, loin s'en faut, n'est pas responsable de la dégradation actuelle. A moins de se dire que les capitaines d'industrie sont eux aussi issus de la génération soixante-huit !

Georges Tafelmacher Pully, le 14 Septembre 2009

l'avocate Mme. Jacqueline De Quattro du 15 sept 2005 a dit :

«Donnons-nous les moyens de combattre la délinquance juvénile»

Mme. Jacqueline De Quattro nous a exposé dans votre rubrique «COURRIER DES LECTEURS» du vendredi 15 sept 2005, ses visions sur la délinquance juvénile et les moyens pour la «combattre» comme si on était en guerre. Une telle opinion semble surprenante en ces temps où une nouvelle compréhension non-dichotomique du monde se fait jour et cette volonté de sanctionner le «délinquant» met en avant les sempiternelles récriminations des «modernistes» désécurisés contre toute forme de pensée «'68tarde» et de leurs prises de conscience et permet à cette mentalité de frappe armée de faire ses percées phénoménales. Les parents «'68tards» seraient des vecteurs de désordre social chronique alors que nous vivons dans une société faite de violence : politique de droite et ses rapports de force entre les nantis et le peuple, concurrence économique, poids commercial disproportionné au social, déséquilibre entre les directions et les employés, entre magistrats et citoyens, système de propriété privé élitiste, etc.

Réponse de G.Tafelmacher à l'OPINION de l'Invitée Mme. Jacqueline De Quattro du 21 sept 2005

«DONNONS-NOUS LES MOYENS DE COMBATTRE LA VRAIE VIOLENCE SOCIETALE»

D'aucuns s'inquiètent de l'augmentation des violences et de la délinquance juvénile et ils mettent toute la faute sur ces parents «'68tards», les accusant d'être trop laxistes, pas assez autoritaires et de ne pas aimer la discipline.

Soit ! Mais quelles sont les véritables causes de cette supposée augmentation de la délinquance ?

D'abord, il y a-t-il une augmentation ou cela n'est-t-il pas dû à l'attention accrue que la police porte à certaines catégories de gens, jeunes excitables en préférence et qui fait gonfler la statistique d'une manière unilatérale et équivoque ? Surtout, la société, traumatisée par la liberté que les jeunes ont conquis pendant les années 1960, s'est ravisée et ce fut la reprise en main par un pouvoir fort donné à la police où la répression et l'emprisonnement ont repris leurs statuts de contrôle social et la fin des années 1990 était marquée par une montée en flèche des désordres sociaux - manif anti-G8, délinquance généralisée, incivilités, drogue, accidents de la route, etc... L'augmentation constatée ne serait-elle pas une des conséquences de cette reprise en main musclée ?

Pour rappel, la plupart des dirigeants d'entreprises et des caciques politiques de nos jours ont été des enfants en mai'68. Les uns et les autres ont bien fait profiter leurs affaires en totale et parfaite adéquation avec les termes très libéraux distillés à cette époque : ouverture, mobilité, consommation, plaisirs personnels et ils se sont même fait laudater pour leur esprit d'entreprise, de modernité et leur sens du progrès. La pub n'a pas manqué de tout récupérer pour mieux vendre aux masses les objets des désirs suscités par ses démarches «psychologisantes» basées sur l'individualisation et les besoins de consommation.

Maintenant que le système hoquette, ces mêmes personnages mettent sur le dos des parents «'68tards» les dérapages de cette société sans d'abord voir en eux-mêmes leurs responsabilités dans cette situation. En effet, c'est le fait d'avoir récupéré les grands idéaux de cette époque pour les traduire en espèces sonnantes et trébuchantes qui a sonné le glas de cette expérience et qui a mené la mentalité de cette société dans le gouffre de la violence. De venir après cela désigner les seuls «'68tards» comme étant les fautifs de l'évolution des mœurs, est trop court !

Les principaux instigateurs du sentiment d'insécurité se trouvent d'abord chez ces personnes qui veulent diriger cette société : par leurs attitudes condamnatoires, jugeantes et leurs solutions répressives pour juguler un phénomène qui les dépasse, ils minent le terrain et rendent une simple exaspération juvénile criminogène, un énervement devient une «incivilité» et un cri de douleur, une attaque contre l'autorité.

Cette société toute entière est basée sur la violence, la réussite des uns se faisant sur le travail dur des autres. Faite de guerre économique, de compétitivité, de concurrence et d'obligation d'être le meilleur, cette violence règne en maître absolu. Les seuls à se tirer d'affaire, ce sont les plus charismatiques, les plus forts, les plus doués et il n'y a qu'eux qui reçoivent gloire et succès. Cela laisse beaucoup de «petits gens» au bord de la route dans un état de frustration exacerbé puisque l'intégration ne peut se faire que par leurs capacités de réussite économique et par leurs forces charismatiques, qui sont visiblement très élitistes et indubitablement discriminatoires.

Si nous voulons vraiment «faire quelque chose» face aux pics supposés de la délinquance, il faudrait revenir aux fondements de la pensée «'68tarde», soit le respect de l'individu et de ses sentiments, la compréhension des phénomènes qui nous régissent, la recherche de solutions pacifiques aux conflits et aux problèmes de société et l'amour de son prochain, soit le «Peace & Love» des années 1960's dont la devise était «amour et paix, respect et compréhension» !!

Georges Tafelmacher - P U L L Y